

# Six pieds sur Terre

Parce que "l'obligation de subir nous donne le droit de savoir" (Jean Rostand). Derrière le bar, Laure Noualhat.

27/04/2009

## Tchernobyl : le "négationnisme nucléaire" de l'OMS



Depuis deux ans et un jour exactement, une manif silencieuse et pacifiste se tient devant le siège de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), à Genève. Depuis le 26 avril 2007, un groupe de citoyens milite pour la révision des statuts de l'OMS afin que l'agence devienne indépendante en matière de rayonnements ionisants.

Les militants dénoncent le bilan officiel de Tchernobyl, établi par l'organisation en avril 1996, soit dix ans après la catastrophe: 32 morts, 200 irradiés et 2000 cancers de la thyroïde. Bien que révisés à la hausse en septembre 2005 (une cinquantaine de morts et 4000 cancers de la thyroïde), soit 19 ans après l'accident, ces chiffres ne correspondent pas à la réalité, selon le collectif IndependentWHO regroupant plusieurs ONG à l'origine de la mobilisation. Eux mentionnent l'existence de 600000 à 800000 liquidateurs à la santé littéralement sacrifiée pour nettoyer les conséquences de la catastrophe.

Chaque jour ouvrable, de 8 h à 18 h, des vigies stationnent devant le bâtiment genevois pour demander la révision de l'accord de 1959 qui lie l'OMS à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). D'un côté, une agence censée promouvoir l'atome civil, de l'autre, une organisation censée garantir la santé des populations. Entre les deux, une contradiction insoluble. Cet accord impose que les deux organisations se consultent pour régler leurs différends mais il prévoit aussi "*certaines mesures restrictives pour sauvegarder le caractère confidentiel de certains documents*". L'OMS dépend du Conseil économique et social des Nations-Unies, tandis que l'AIEA dépend du Conseil de sécurité. La première est plutôt subordonnée à la seconde. Le collectif a écrit une lettre ouverte à la patronne de l'OMS, Margaret Chan, pour dénoncer le "*négationnisme nucléaire de l'OMS qui tend à nier à la fois l'évidence scientifique des effets pathogènes des rayonnements ionisants sur le vivant et à ne pas reconnaître tous les dommages à la santé causés aux populations par les rayonnements artificiels*". Jusqu'ici sans réponse.

Même si l'OMS gagnait une plus grande indépendance vis-à-vis de l'AIEA, rien n'indique qu'elle réviserait son bilan officiel de Tchernobyl. Le processus promet d'être long, très long.

En effet, il faut que la résolution de révision soit votée au cours d'une Assemblé Générale de l'OMS qui se tient toujours en mai. Préalablement, il faut que cette résolution soit inscrite à l'ordre du jour, qui lui, est établi par le Conseil exécutif en janvier. Il faut donc qu'un État Membre propose au Conseil exécutif de mettre cette question à l'ordre du jour et un autre État Membre pour le seconder. Jusqu'à présent, le collectif a identifié plusieurs États susceptibles de soutenir le projet de révision: l'Australie, l'Autriche, la Belgique, la Bolivie, le Canada, Cuba, l'Irlande, la Norvège, la Suisse et le Vénézuela.